Oligarques assassins !

mardi 17 septembre 2024, par Jacques COTTA

Avec l'actualité française centrée sur la nomination d'un premier ministre qui fait figure de vieux crabe de la Ve république, qui a du mal à accoucher d'un gouvernement qui devrait témoigner, comme le demande Macron en personne, de « l'ouverture » à tous pour lui sauver la mise, les commentateurs ont tendance à oublier ce qui à nos portes se manifeste chaque jour un peu plus comme une véritable catastrophe. La guerre en **Ukraine** se poursuit, tuant sans distinction, Russes et Ukrainiens, avec l'assentiment de l'Union européenne et de l'OTAN qui continuent de verser des milliards d'euros d'aide militaire à Zelensky, ce qui fait les choux gras des états et des capitalistes qui possèdent l'industrie d'armement.

Soit dit en passant, un gouvernement d'union nationale qui s'inscrirait dans le fameux front républicain qui a produit la situation que nous connaissons, n'est pas nécessaire pour permettre à la barbarie de progresser sans obstacle. Chacun dans son camp, tous ont voté au parlement européen, ou à l'assemblée nationale, l'augmentation des crédits de guerre au profit de l'Ukraine.

La guerre sur le champ de bataille ne fait de cadeau à personne. Les jeunes sous l'uniforme perdent leur vie, et lorsqu'ils refusent d'aller à la boucherie, comme en 14, ils sont arrêtés, déportés et parfois même exécutés.

Et pourtant ! La guerre totale ? Pas vraiment.

Car « au son du canon » des négociations vont bon train entre les gouvernements russe et ukrainien concernant le renouvellement du contrat de transit de gaz entre l'Ukraine et le groupe russe **Gazprom** pour continuer à fournir du gaz russe à **l'Union européenne**. Zelensky fait peser la menace de ne pas reconduire le contrat qui expire le 31 décembre. Il fait monter les enchères, au profit des oligarques ukrainiens des compagnies **Naftogaz** et **GTSOU** qui devraient en tirer avantage. Le quotidien « les échos » vend la mèche sur l'issue de la manoeuvre en précisant qu'il s'agit d'une négociation commerciale d'importance et en indiquant que *« tout le monde a interêt à trouver un accord ».*

Décidément, tous les discours sur le boycott des intérêts russes, sur l'asphyxie du Kremlin ont beau dos. « Tuez vous sur le champ de bataille, c'est un ordre » disent les dirigeants russes et ukrainiens à leurs soldats, pendant qu'eux discutent gros sous, comme il se doit, dans les salons feutrés, à l'abri de l'Union européenne et de l'OTAN.

Au lendemain de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022, les compagnies pétrolières américaines ont conquis de nombreuses part de marché avec leur gaz liquéfié GNL. Mais la réalité ne résiste pas à la vérité des prix. Le gaz américain plus cher que le russe n'a donc pas séduit une série d'Etats demeurés fidèles aux « ressources de l'envahisseur. » Pour l'instant cela permet de préserver les exportations de gaz russe vers l'Europe, question vitale pour le Kremlin, vu la place que les oligarques —particulièrement ceux de Gazprom— occupent au Kremlin. Alors que l'économie russe est dans une position critique, une vague massive de licenciements chez Gazprom pourrait engendrer une situation sociale explosive.

On savait que la guerre d'Ukraine était la guerre des céréales. C'est aussi la guerre du gaz, ce qui éclaire d'une lumière particulière le conflit qui fait des centaines de milliers de morts, au nom

évidemment du bien contre le mal. Ce sont en fait des intérêts sonnants et trébuchants de capitalistes qui s'opposent qui se trouvent derrière la mitraille. L'Ukraine confirme une des lois qui régissent toute guerre impérialiste. Les soldats sont contraints de se massacrer pour que les capitalistes des deux camps défendent au mieux leurs intérêts.

Dans cette situation où domine un cynisme assassin, à Kiev et à Moscou, des centaines, des milliers de jeunes sous l'uniforme russe ou ukrainien refusent d'aller se faire crever la panse dans un conflit qui n'est décidément pas le leur.

Plus que jamais, la solidarité internationale avec les jeunes russes et ukrainiens, avec les travailleurs des deux nationalités devrait s'exprimer, à travers un mot d'ordre simple, partagé par delà les frontières, « A bas la guerre ! »

Jacques Cotta
Le 16 septembre 2024